

EXTRAIT du Registre aux Délibérations du CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK

Séance du 18 décembre 2013

Objet n° 29 de l'ordre du jour

PRÉSENTS: M. Bernard Clerfayt, Bourgmestre-Président; MM. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs, Échevins; Mme Cécile Jodogne, Conseiller communal; MM. Etienne Noel, Saït Köse, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mohamed El Arnouki, Mme Adelheid Byttebier, Échevins; MM. Georges Verzin, Jean-Pierre Van Gorp, Emin Ozkara, Mohamed Lahlali, Mme Isabelle Durant, MM. Halis Kökten, Ibrahim Dönmez, Mmes Derya Alic, Mahinur Ozdemir, Conseillers communaux; M. Frederic Nimal, Echevin f.f.; Mme Filiz Güles, M. Abobakre Bouhjar, Mme Angelina Chan, MM. Mohamed Echouel, Yves Goldstein, Hasan Koyuncu, Mmes Döne Sönmez, Debora Lorenzino, MM. Burim Demiri, Axel Bernard, Seydi Sag, Mmes Lorraine de Fierlant, Joëlle van Zuylen, M. Quentin van den Hove, Mme Berrin Saglam, M. Bram Gilles, Mme Asma Mettioui, M. Thomas Eraly, Conseillers communaux; M. Jacques Bouvier, Secrétaire communal; M. David Neuprez, Secrétaire Communal.

ABSENTS: Mme Laurette Onkelinx, MM. Yvan de Beaufort, Mohamed Reghif, Mmes Catherine Moureaux, Jamila Sanhayi, Sophie Querton, M. Abdallah Kanfaoui, Mme Barbara Trachte, Conseillers communaux.

#Objet : Règlement général d'ordre intérieur pour l'hôtel communal, le CSA/Vifquin et le CTR - Approuvé #

LE CONSEIL COMMUNAL
Approuvé à l'unanimité.

Vu la Nouvelle loi communale et notamment ses articles 117, 119, 119bis et 135;

Vu le règlement général de police adopté et modifié en séance du 26 juin 2013;

Considérant le nombre de comportements considérés comme des incivilités nuisant à l'ordre public et au bon fonctionnement des services administratifs;

Considérant la nécessité de disposer de règles pour mener à bien le contrôle d'accès en dehors des heures d'ouverture au public;

Considérant la nécessité de délimiter la responsabilité de la commune et du citoyen;

DECIDE:

d'approuver le règlement général d'ordre intérieur pour les bâtiments communaux munis d'un comptoir d'accueil à l'entrée.

Règlement général d'ordre intérieur pour les bâtiments communaux munis d'un comptoir d'accueil à l'entrée

Chapitre 1: Dispositions générales

Article 1

Le personnel communal est chargé de faire respecter le présent règlement qui s'applique à toute personne se trouvant dans l'enceinte du bâtiment communal.

Tout agent constatant des dérogations à ce règlement peut faire les remarques nécessaires, soit préviendra le service adéquat.

Article 2

Dans les bâtiments communaux, l'ordre et le calme doivent être assurés en tout temps afin de ne pas perturber le fonctionnement des services.

En particulier lors des cérémonies de mariage, il est précisé que :

- les chants et les cris sont interdits dans l'enceinte de l'hôtel communal à l'exception de la salle de mariage;
- l'utilisation d'instruments de musique est interdite, sauf autorisation préalable du Bourgmestre;
- les sonneries des gsm doivent être mises sur silencieux lors de la cérémonie.

Article 3

Les enfants de moins de douze ans doivent en permanence rester sous la surveillance et la responsabilité de leurs parents ou des personnes à qui ils ont été confiés.

Dans le but de garantir tant la sécurité des enfants que la protection du patrimoine de la commune, les jeux violents ou bruyants, escalader les rampes d'escaliers, grimper sur le mobilier, les œuvres d'art ou les colonnes sont interdits (cf. règlement de police).

Article 4

Toute personne est tenue de se conformer aux injonctions et directives du personnel communal, en vue de:

- garantir la sécurité, la tranquillité, la propreté publiques;
- simplifier les missions des services de secours et d'assistance aux personnes en danger.

Le non-respect de cette disposition peut, le cas échéant, donner lieu à un procès-verbal de constat aux fins d'infliger une sanction administrative.

Article 5

Des plaintes éventuelles concernant le présent règlement peuvent être adressées directement au Collège des Bourgmestre et Echevins.

Chapitre 2: Accessibilité

Article 6

L'accès aux locaux communaux en-dehors des heures d'ouverture au public n'est possible que:

- moyennant l'utilisation du badge d'accès ou sur présentation à l'agent d'accueil de la carte membre du personnel communal. A défaut, l'accès ne peut être donné qu'après vérification de l'appartenance au personnel communal;
- moyennant la présentation d'un ticket dont le tour n'est pas encore passé et valable pour l'opération requise;
- moyennant un rendez-vous fixé au préalable et communiqué aux agents de l'accueil.

Article 7

En cas de rendez-vous en-dehors des heures d'ouverture au public, le visiteur reçoit un laissez-passer en échange de sa carte d'identité et l'agent d'accueil annonce le visiteur par téléphone auprès du service ou du cabinet concerné.

Article 8

En cas de visite non communiquée au préalable au service Accueil, l'employé communal concerné accueillera son visiteur à l'entrée et l'accompagnera vers son bureau.

Article 9

Les ouvriers qui exécutent temporairement des travaux à l'hôtel communal doivent s'identifier à l'accueil et communiquer l'endroit exact et la durée de ces travaux.

Chapitre 3: Interdictions et Bienséance

Article 10

Il est interdit d'entraver les sorties (de secours) pour des raisons évidentes de sécurité (cf. règlement de police).

Article 11

Il est interdit de fumer à l'intérieur de l'hôtel communal comme indiqué par la signalétique à l'entrée du bâtiment, conformément à la réglementation en vigueur pour les lieux publics (cf. Loi du 22-12-2009, publiée le 29-12-2009).

Article 12

Les animaux sont interdits dans le bâtiment, à l'exception des chiens accompagnateurs pour les personnes avec une limitation physique. Un pictogramme à l'entrée de l'hôtel communal indique cette interdiction (cf. règlement de police).

Article 13

Dans l'enceinte du bâtiment, il est interdit d'utiliser des vélos, des trottinettes, des skateboards ou des rollers (cf. règlement de police). Un pictogramme à l'entrée du bâtiment rappelle cette interdiction. Les vélos doivent être garés à l'extérieur du bâtiment. En cas de violation de cette disposition, la commune peut procéder à l'enlèvement du vélo aux frais du contrevenant (cf. règlement de police).

Article 14

Il est interdit d'endommager ou de salir le bâtiment, le mobilier ou la décoration de quelle que manière que ce soit, par ses propres agissements ou par ceux des personnes, animaux ou biens sous votre surveillance ou responsabilité.

En particulier pour les cérémonies de mariage, il est interdit de jeter du riz, des confettis, des pétales de fleurs, etc. dans le bâtiment.

En cas d'infraction, la commune en application de l'article 6 du règlement de police réclamera soit le nettoyage immédiat des lieux par le contrevenant, soit elle procédera elle-même à toutes les mesures nécessaires aux frais et risques du contrevenant.

Article 15

Il est interdit d'ouvrir le tuyau incendie en dehors du cadre de la prévention incendie (cf. règlement de police).

Article 16

A l'intérieur de tout lieu public, il est interdit de cracher ou de jeter des objets.

Article 17

Il est interdit de distribuer entre autres des tracs, prospectus, journaux sans autorisation préalable de l'administration communale.

Article 18

Il est interdit de coller une quelconque affiche au sens large du terme sur les murs et les portes sans consulter au préalable le service compétent pour la signalétique dans les bâtiments communaux respectifs.

Article 19

Excepté autorisation expresse du Bourgmestre ou lors des cérémonies de mariage, il est interdit de prendre des photos dans le bâtiment communal.

Chapitre 4: Responsabilité en cas de vol, vandalisme ou dommages accidentels

Article 20

Les usagers externes doivent s'abstenir de tout comportement pouvant représenter un danger pour leur propre sécurité ou celle des autres administrés.

Article 21

Chaque bâtiment communal accessible au public est un lieu "ouvert". Chacun y est responsable de ses effets personnels. L'administration communale n'exerce aucune surveillance sur les biens des citoyens et ne peut être tenue responsable pour d'éventuels incidents de nature criminelle, délictuelle ou pour la simple disparition de biens personnels.

Article 22

Tout dommage causé par un citoyen sera poursuivi par la commune en vue d'obtenir la réparation intégrale du préjudice subi.

Article 23

Les témoins d'actes de vandalisme sont priés de signaler ces faits immédiatement aux agents d'accueil.

Article 24

L'administration communale de Schaerbeek décline toute responsabilité en cas de dommage matériel ou corporel, à moins qu'une faute de nature extracontractuelle puisse lui être reprochée. A cette fin, l'administration communale a contracté une assurance en responsabilité civile. Les accidents imputables aux usagers ne sont pas couverts. Dans ce dernier cas, l'usager victime exercera un recours à l'encontre du tiers responsable et/ou adressera une demande d'indemnisation auprès de sa propre compagnie d'assurance dans l'hypothèse où il dispose d'une telle couverture.

Chapitre 5: La sécurité et la gestion des caméras de surveillance

Article 25

En-dehors des heures d'ouverture au public, chaque entrée accessible doit être surveillée. De manière plus spécifique, la surveillance à l'entrée principale doit être effectuée pour un huissier ou (un agent de police).

Article 26

Chaque agent communal participe au contrôle d'accès des bâtiments en-dehors des heures d'ouverture au public. Cette participation implique que les agents communaux ne peuvent pas laisser entrer avec eux des personnes qui ne font pas partie du personnel communal, sauf s'ils ont personnellement rendez-vous avec cette personne.

Article 27

Tout problème avec l'une des portes extérieures doit être signalé sur-le-champ à l'accueil ou au concierge.

Article 28

Les agents communaux agissent en bon père de famille : en quittant un local, ils veillent à éteindre les lumières et les appareils électroniques (pc, écran, percolateur, etc.) et à fermer les fenêtres et à fermer à clé les portes.

Article 29

Les agents communaux agissant sous l'autorité du responsable de la gestion des images des caméras ont accès aux images des caméras de surveillance en vue de :

- maintenir l'ordre public;
- prévenir, constater ou élucider des délits contre des personnes ou des biens;
- prévenir, constater ou élucider des nuisances au sens de l'article 135 de la Nouvelle Loi Communale.

Article 30

Le responsable de la gestion des images des caméras et les personnes agissant sous son autorité prennent les précautions nécessaires pour éviter que des personnes non-autorisées aient accès aux images.

Article 31

Les personnes ayant accès aux images des caméras sont soumises au devoir de discrétion à l'égard des données personnelles sur les images et elles se conforment à la loi du 21/03/2007 en ce qui concerne l'installation et l'utilisation des caméras de surveillance.

Article 32

Le responsable de la gestion des images des caméras ou les personnes agissant sous son autorité sont autorisés à transmettre aux services de police ou aux autorités judiciaires les images enregistrées lorsqu'ils constatent des faits qui constituent une infraction ou une nuisance et ce aux fins que les images servent comme preuve tant pour la matérialité des faits que pour l'identification des auteurs de l'infraction.

Article 33

Le responsable de la gestion des images des caméras ou les personnes agissant sous son autorité doivent communiquer l'enregistrement visuel aux services de la police lorsqu'ils en font la demande dans le cadre de leurs missions judiciaires ou de police administrative et que les images présentent un lien avec l'infraction ou les nuisances constatées. Lorsqu'il s'agit d'un lieu fermé non-accessible au public, le responsable de la gestion des images ou les personnes agissant sous son autorité peuvent réclamer la présentation d'un ordre judiciaire dans le cadre d'une instruction ou d'une enquête.

Article 34

Toute personne filmée a un droit d'accès aux images sur base d'une demande motivée adressée au responsable de la gestion des images, conformément à l'article 10 et suivants de la loi sur la vie privée du 8/12/1992.

Chapitre 6: Sanctions en cas de violation du présent règlement

Article 35

En cas de violation des dispositions du présent règlement, des sanctions administratives communales peuvent être appliquées à l'encontre du visiteur qui n'a pas respecté le règlement d'ordre intérieur (cf. règlement de police).

Article 36

Les agents communaux désignés par le conseil communal peuvent constater les faits qui peuvent mener à une sanction administrative et dans ce cadre, ils sont autorisés à demander au contrevenant de présenter sa carte d'identité ou tout autre document d'identification afin de s'assurer de l'identité de la personne.

Article 37

L'application des sanctions administratives n'empêche pas le Bourgmestre de prendre d'office les mesures nécessaires, aux frais et risques du contrevenant, afin de garantir l'exécution matérielle de ce règlement ou de réclamer réparations, indemnisations et intérêts des parties.

Délibéré, en séance publique, à Schaerbeek, le 18 décembre 2013.

Par le Conseil:

Jacques Bouvier
Secrétaire communal

Bernard Clerfayt
Bourgmestre-Président

UITTREKSEL uit het Notulenboek van de GEMEENTERAAD van SCHAARBEEK

Vergadering van 18 december 2013

Voorwerp nr 29 van de agenda

AANWEZIG: H. Bernard Clerfayt, Burgemeester-Voorzitter; HH. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs, Schepenen; Mevr. Cécile Jodogne, Gemeenteraadslid; HH. Etienne Noel, Saït Köse, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mohamed El Arnouki, Mevr. Adelheid Byttebier, Schepenen; HH. Georges Verzin, Jean-Pierre Van Gorp, Emin Ozkara, Mohamed Lahlali, Mevr. Isabelle Durant, HH. Halis Kökten, Ibrahim Dönmez, Mevr. Derya Alic, Mahinur Ozdemir, Gemeenteraadsleden; H. Frederic Nimal, Schepen wvd.; Mevr. Filiz Güles, H. Abobakre Bouhjar, Mevr. Angelina Chan, HH. Mohamed Echouel, Yves Goldstein, Hasan Koyuncu, Mevr. Döne Sönmez, Debora Lorenzino, HH. Burim Demiri, Axel Bernard, Seydi Sag, Mevr. Lorraine de Fierlant, Joëlle van Zuylen, H. Quentin van den Hove, Mevr. Berrin Saglam, H. Bram Gilles, Mevr. Asma Mettioui, H. Thomas Eraly, Gemeenteraadsleden; H. Jacques Bouvier, Gemeentesecretaris; H. David Neuprez, Gemeentesecretaris.

AFWEZIG: Mevr. Laurette Onkelinx, HH. Yvan de Beaufort, Mohamed Reghif, Mevr. Catherine Moureaux, Jamila Sanhayi, Sophie Querton, H. Abdallah Kanfaoui, Mevr. Barbara Trachte, Gemeenteraadsleden.

#Objet : Intern Huishoudelijk Reglement voor het Gemeentehuis, het SAC/Vifquin en TCR - Goedkeuring #

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet en in het bijzonder de artikelen 117, 119, 119bis en 135;
Gelet op het algemeen politiereglement aangenomen en gewijzigd door de gemeenteraad van 26 juni 2013;

Overwegende het toenemende aantal inbreuken op de welvoeglijkheid die de openbare rust verstoren en de goede werking van de administratieve diensten in het gedrang brengen;

Overwegende de noodzaak om te beschikken over regels om de toegangscontrole buiten de publieksuren in goede banen te leiden;

Overwegende de noodzaak om de aansprakelijkheid van de gemeente en de burger af te bakenen;

BESLUIT:

het algemeen huishoudelijk reglement voor de gemeentegebouwen met een onthaalbalie aan de ingang goed te keuren.

Algemeen huishoudelijk reglement voor De gemeentegebouwen met een onthaalbalie aan de ingang

Hoofdstuk 1: Algemene bepalingen

Artikel 1

Het gemeentepersoneel is belast met het strikt doen naleven van het onderhavige reglement dat van toepassing is op éénieder die zich in het gemeentebouw bevindt.

Iedere beambte die overtredingen van dit reglement vaststelt, mag de nodige opmerkingen maken of licht de juiste dienst in.

Artikel 2

In de gemeentegebouwen dienen te allen tijde de rust en orde gevrijwaard te worden ten einde de werking van de diensten niet te storen.

In het bijzonder voor de huwelijksplechtigheden geldt dat:

- gezang of kreten verboden zijn binnen het gemeentehuis met uitzondering van de trouwzaal;
- het gebruik van muziekinstrumenten verboden is, behoudens voorafgaande toestemming van de Burgemeester;
- beltonen van gsm's uitgeschakeld dienen te worden tijdens de huwelijksplechtigheden.

Artikel 3

Kinderen jonger dan twaalf jaar blijven te allen tijde onder het toezicht en de verantwoordelijkheid van hun ouders of van de personen aan wiens hoede ze zijn toevertrouwd.

Met het oog op het vrijwaren van de veiligheid van de kinderen en het beschermen van het patrimonium van de gemeente zijn gewelddadige of lawaaiige spelen of oefeningen uit den boze, net zoals klimmen op trapleuningen, meubilair, kunstwerken of zuilen (cf. politiereglement).

Artikel 4

Ieder die zich in een gemeentegebouw toegankelijk voor het publiek bevindt, dient zich onmiddellijk te schikken naar de verzoeken of bevelen van het bevoegde gemeentepersoneel, met het oog op de:

- vrijwaring van de openbare veiligheid, rust, netheid of gezondheid;
- vereenvoudiging van de taken van de hulpdiensten en bijstand aan personen in gevaar.

Bij niet-naleving van deze bepaling kan een vaststellend proces-verbaal opgesteld worden ten einde een administratieve sanctie op te leggen.

Artikel 5

Eventuele klachten aangaande dit reglement kunnen rechtstreeks aan het College van Burgemeester en Schepenen gericht worden.

Hoofdstuk 2: Toegankelijkheid

Artikel 6

Toegang tot de gemeentelijke lokalen buiten de publieksuren is enkel mogelijk:

- mits het gebruik van de toegangsbadge of op vertoon van de personeelskaart aan de onthaalbediende. Bij gebrek aan badge of personeelskaart kan de toegang slechts verleend worden nadat nagegaan werd of de persoon deel uitmaakt van het gemeentepersoneel;
- mits het voorleggen van een ticket waarvan de beurt nog niet verstreken is en dat geldig is voor de benodigde verrichtingen;
- mits voorafgaande afspraak bekend bij de onthaalmedewerkers.

Artikel 7

Bij afspraken buiten de publieksuren ontvangt de bezoeker een bezoekerspas in ruil voor zijn identiteitskaart en wordt de komst van de bezoeker door de onthaalmedewerker telefonisch gemeld aan de betrokken dienst of het schepenkabinet.

Artikel 8

Bij onaangekondigde afspraken buiten de publieksuren onthaalt de betrokken gemeenteambtenaar zijn of haar bezoeker aan de ingang en begeleidt de bezoeker naar zijn of haar kantoor.

Artikel 9

Werklui die tijdelijk werken dienen uit te voeren in het gemeentehuis dienen zich aan het onthaal te legitimeren en er de exacte plaats en duur van de werken mee te delen.

Hoofdstuk 3: Verbodsbepalingen en Welvoeglijkheid

Artikel 10

Om evidente veiligheidsredenen is het verboden de veilige en vlotte doorgang van de in- en (nood) uitgangen te belemmeren (cf. politiereglement).

Artikel 11

Het is verboden te roken binnen het gemeentehuis, zoals aangegeven door de rookverbodtekens aan de ingang van het gebouw, conform de van kracht zijnde wetgeving voor openbare plaatsen (cf. Wet van 22-12-2009, gepubliceerd op 29-12-2009).

Artikel 12

Dieren zijn verboden in het gebouw, met uitzondering van geleidehonden voor personen met een fysieke beperking. Aan de ingang van het gemeentehuis werden pictogrammen aangebracht die dit verbod aangeven (cf. politiereglement).

Artikel 13

Het is verboden binnen het gebouw gebruik te maken van fietsen, steps, skateboards of rolschaatsen (cf. politiereglement). Een pictogram aan de ingang geeft dit verbod aan. Fietsen dienen buiten het gebouw gestald te worden. In geval van inbreuk kan de gemeente overgaan tot het weghalen van de fiets op kosten van de overtreder (cf. politiereglement).

Artikel 14

Het is verboden om het gebouw, het meubilair of de decoratie van het gemeentegebouw op enigerwijze te beschadigen of te vervuilen, door eigen toedoen of door toedoen van personen, dieren of zaken waarover men toezicht of zeggenschap heeft.

In het bijzonder toezicht op huwelijksplechtigheden geldt dat het verboden is rijst, confetti, bloemblaadjes of dergelijke te gooien in het gemeentehuis.

Bij overtreding zal de gemeente van de overtreder eisen dat hij de zaken onmiddellijk reinigt ofwel zal de gemeente zelf overgaan tot het nemen van de noodzakelijke maatregelen en dit op kosten en eigen risico van de overtreder (cf. politiereglement).

Artikel 15

Het is verboden de brandwaterkraan open te zetten buiten het kader van brandpreventie (cf. politiereglement).

Artikel 16

Binnen elk openbaar gebouw is het verboden te spuwen of zaken te werpen (cf. politiereglement).

Artikel 17

Het is verboden om pamfletten, folders, kranten, enz. te verspreiden zonder voorafgaande toelating van het gemeentebestuur.

Artikel 18

Het is verboden affiches in de ruime zin aan te plakken op muren en deuren zonder voorafgaand overleg met de dienst bevoegd voor de bewegwijzering in de respectievelijke gemeentegebouwen.

Artikel 19

Behoudens toelating van de Burgemeester of naar aanleiding van een huwelijksplechtigheid is het

verboden foto's te nemen van of in de gemeentebouwen.

Hoofdstuk 4: Aansprakelijkheid bij diefstal, vandalisme of onopzettelijke schade

Artikel 20

De externe gebruikers dienen zich te onthouden van gedragingen die een gevaar kunnen betekenen voor hun eigen veiligheid of die van andere burgers.

Artikel 21

Elk gemeentebouw toegankelijk voor het publiek is een « open » huis. Ieder is verantwoordelijk voor zijn persoonlijke spullen. Het gemeentebestuur oefent geen enkel toezicht uit op de goederen van de burgers en kan niet verantwoordelijk gehouden worden voor eventuele incidenten van criminele of misdadige aard of voor het eenvoudigweg verdwijnen van persoonlijke goederen.

Artikel 22

Elke vorm van schade aangericht door een burger zal door de gemeente vervolgd worden met het oog op het bekomen van een volledige vergoeding voor de geleden schade.

Artikel 23

Getuigen van vandenstreken worden verzocht dit onmiddellijk te melden aan de onthaalmedewerkers.

Artikel 24

Het gemeentebestuur van Schaarbeek wijst elke verantwoordelijkheid af in geval van materiële of lichamelijke ongelukken, tenzij haar een fout van extracontractuele aard verweten kan worden. Ten dien einde heeft het gemeentebestuur een verzekering burgerlijke aansprakelijkheid afgesloten. Ongelukken te wijten aan de gebruikers zijn niet gedekt. In dit laatste geval zal het slachtoffer zich beroepen op de verantwoordelijke derde en/of zal hij een schadevergoeding indienen bij zijn eigen verzekeringsmaatschappij in de veronderstelling dat hij hiervoor gedekt is.

Hoofdstuk 5: Veiligheid en beheer bewakingscamera's

Artikel 25

Buiten de publieksuren dient toezicht uitgevoerd te worden aan elke ingang die toegankelijk is. In het bijzonder voor de hoofdingang dient het toezicht uitgevoerd te worden door een bode of politieagent.

Artikel 26

Elke gemeenteambtenaar werkt mee aan het toepassen van de toegangscontrole buiten de publieksuren. Dit houdt in dat de gemeenteambtenaar personen die niet tot het gemeentepersoneel behoren niet zomaar mee naar binnen mag laten glippen.

Artikel 27

Elk probleem met één van de buitendeuren dient onmiddellijk gemeld te worden aan het onthaal of de conciërge.

Artikel 28

De gemeenteambtenaren handelen als een goede huisvader. Bij het verlaten van een lokaal waken ze over het uitschakelen van de lichten en van elektronische toestellen (pc, scherm, koffiezetapparaat, enz.) en het sluiten van de ramen en deuren.

Artikel 29

De gemeenteambtenaren, handelend onder het gezag van de verantwoordelijke voor het beheer van de camerabeelden, hebben toegang tot de beelden van de bewakingscamera's met het oog op:

- de handhaving van de openbare orde;
- het voorkomen, vaststellen of ophelderen van delicten tegen personen of goederen;
- het voorkomen vaststellen of ophelderen van overlast in de zin van het artikel 135 van de Nieuwe Gemeentewet.

Artikel 30

De verantwoordelijke voor het beheer van de camerabeelden en de personen handelend onder zijn gezag nemen de nodige voorzichtigheidsmaatregelen om te vermijden dat niet bevoegde personen toegang hebben tot de beelden.

Artikel 31

De personen die toegang hebben tot de camerabeelden zijn onderworpen aan de discretieplicht wat betreft de persoonlijke gegevens op de beelden en conformeren zich met de wet van 21/03/2007 betreffende de installatie en het gebruik van bewakingscamera's.

Artikel 32

De verantwoordelijke voor het beheer van de camerabeelden of de persoon handelend onder zijn gezag kunnen indien feiten vastgesteld worden die deel uitmaken van een inbreuk of overlast opgeslagen beelden overmaken aan de politiediensten of de gerechtelijke overheid en dit opdat de beelden gebruikt kunnen worden als bewijsmateriaal of om de daders te identificeren.

Artikel 33

De verantwoordelijke voor het beheer van de camerabeelden of de persoon die optreedt onder zijn gezag dient de beelden over te maken aan de politiediensten indien zij hierom verzoeken in het kader van hun opdrachten van gerechtelijke of administratieve politie en indien de beelden verband houden met de

vastgestelde inbreuk of overlast. Indien het gaat om een besloten ruimte die niet toegankelijk is voor het publiek dan kan de verantwoordelijke voor het beheer van de camerabeelden of de persoon die optreedt onder zijn gezag eisen dat een gerechtelijk bevel voorgelegd wordt in het kader van een inlichting of een onderzoek.

Artikel 34

Elke persoon die gefilmd wordt, heeft het recht op toegang tot de beelden op basis van een gemotiveerd verzoek gericht aan de verantwoordelijke voor het beheer van de camerabeelden, conform artikel 10 en volgende van de wet op het privéleven van 8/12/1992.

Hoofdstuk 6: Sancties tegen inbreuken op onderhavig reglement

Artikel 35

Bij inbreuken op de bepalingen van het onderhavige reglement kunnen gemeentelijke administratieve sancties toegepast worden tegen de bezoeker die het huishoudelijke reglement niet respecteert (cf. politiereglement).

Artikel 36

De gemeenteambtenaren die door de gemeenteraad zijn aangewezen kunnen feiten die aanleiding geven tot een gemeentelijke administratieve sanctie vaststellen en hiertoe het identiteitsbewijs of een ander identificatiedocument van de overtreder opvragen zodat ze zich kunnen vergewissen van de juiste identiteit van de persoon.

Artikel 37

De toepassing van administratieve sancties verhindert de Burgemeester niet om de nodige ambtshalve maatregelen te treffen, op kosten en risico van de overtreder, om de materiële uitvoering van dit reglement te waarborgen of om herstelbetalingen, schadevergoedingen en interesten van de partijen te eisen.

Beraadslaagd, in openbare vergadering, te Schaarbeek, op 18 december 2013.

Namens de raad :

Jacques Bouvier
Gemeentesecretaris

Bernard Clerfayt
Burgemeester-Voorzitter